critiquaient assez le gouvernement, ce qui me semble une bonne chose. D'après mon expérience, je voudrais dire aux députés de l'arrière-plan que l'endroit le plus sûr pour critiquer le gouvernement est justement la Chambre des communes. Ne confiez pas vos critiques aux journaux, car elles arriveront aux ministres et au premier ministre, et vous en serez punis. Ne les exprimez pas dans vos lettres à des électeurs. Critiquez ici à la Chambre où vous êtes en toute sécurité. Certes des ministres viennent à la Chambre, mais ils écoutent rarement les orateurs. Ils s'occupent de leur correspondance, et le député de l'arrière-ban peut dire ce qui lui plaît. De plus, la tribune des journalistes se vide dès la période de questions terminée. Le reste du temps, il n'y a presque toujours qu'une seule personne dans les tribunes de la presse. Je le constate depuis sept ans. Ils sont deux là-bas à présent et cela est inhabituel. Je soupçonne fortement la personne dont je parle de ne même pas être journaliste. J'ai l'impression que c'est un figurant, engagé pour faire croire que la presse est représentée à la Chambre.

Comme l'a dit l'honorable député de Brandon-Souris (M. Dinsdale), il est triste que la Chambre ne soit plus une chambre efficace, un organisme agissant. Il est de fait que le régime parlementaire ne convient pas parfaitement à cette forme de gouvernement ou au pays. La plupart du temps nous sermonnons au lieu de dialoguer. Par ailleurs, les secrétaires parlementaires parlent aux ministres; les ministres parlent aux sous-ministres, les sous-ministres à l'Établissement, et l'Établissement à Dieu. Personne ne se soucie réellement de ce qu'on dit ici. C'est pourquoi je répète le conseil que je donne aux nouveaux membres. Depuis sept ans que je critique le gouvernement, pas une fois n'ai-je été repris pour cela, ici, dans cette Chambre.

Lorsque je me suis approché de la barre de l'autre endroit pour entendre le discours du trône, je n'ai pas entendu grand-chose parce que les haut-parleurs ne fonctionnaient pas. Néanmoins, j'ai attrapé quelques mots qui m'ont beaucoup plu.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): C'était mercredi, mais jeudi le service était rétabli.

M. Otto: Quoi qu'il en soit, les mots que je croyais avoir entendus signifiaient la création d'un centre de recherche canadien ou d'une société. Voilà des années qu'on en parle. Il y aurait lieu pour nous d'offrir des conseils au gouvernement. Nous devrions avoir un vaste

[M. Otto.]

organisme de recherche qui, au moins, pourrait déterminer minutieusement et correctement nos problèmes et fournir au gouvernement une base qui lui permettrait d'agir. Malheureusement, en lisant le discours du trône, je me suis aperçu qu'il s'agissait d'un centre de recherche canadien sur le développement international qui sera chargé de conseiller le gouvernement quant à notre contribution à l'économie des pays en expansion. Bien entendu, ce sera aussi une bonne chose. Je n'ai rien à y redire. Mais dans nombre de cas, l'aide accordée par les États-Unis et le Canada n'a pas nécessairement été utilisée à bon escient.

Je me rappelle avoir vu en Turquie il y a quelques années un chemin tout neuf, construit avec de l'argent américain, un chemin qui semblait relier deux coins. Il ne commençait et ne finissait nulle part, mais il zigzaguait beaucoup. M'étant informé pourquoi il ne servait à aucune fin particulière j'apprends que certains membres de l'administration et du gouvernement possédaient des bâtiments ou des terrains en divers endroits et que la route passait devant chacun d'eux. A vrai dire, beaucoup d'argent canadien a aussi été mal affecté. Par conséquent, si le centre proposé s'avère satisfaisant il servira une fin utile. Il me semble toutefois que nous avons besoin au Canada d'un organisme de ce genre—d'un laboratoire de pensée comme on dit. L'an dernier le premier ministre s'était prononcé en faveur d'un tel organisme. Plus il sera établi rapidement mieux cela vaudra.

J'ai pris note de quelques points qui, me semblait-il, devraient intéresser cet éventuel centre de recherche. Le centre ne devrait pas faire des recherches simplement pour la commercialisation ou pour le gouvernement. L'entreprise de recherche devrait être mixte. A l'heure actuelle, divers ministères ont des services de recherche. C'est un fait très nouveau. On n'en trouvait pas il y a huit ans. Mais ces services sont sans rapport les uns avec les autres. La Direction des recherches du ministère de l'Agriculture fournit des conseils au ministre de l'Agriculture (M. Olson) et d'autres services du même genre conseillent le ministre des Finances (M. Benson) et le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin). Chacun est engagé sur une voie différente. A notre époque, nous ne pouvons procéder sans des assises mixtes, sans un plan de recherche soigneusement élaboré, qui englobe tous les ministères et qui travaille de concert avec eux. L'idée n'est pas nouvelle.

Dès 1951, le gouvernement japonais a constitué le Groupe de recherches du commerce extérieur japonais pour servir l'industrie